



2008

Rapport Annuel

Unis dans l'action

«L'UNOPS joue un rôle essentiel dans la prestation de services de gestion pour nos opérations humanitaires, de consolidation de la paix et en matière de développement. J'ai pu voir de nombreux exemples de la manière dont ces activités ont procuré de l'aide aux personnes affligées par la souffrance dans diverses parties du monde en difficulté. L'UNOPS place les pays sur la voie d'un futur plus stable grâce à l'aide qu'il leur apporte pour la construction de routes, d'écoles et de cliniques, pour le déminage de terrains, pour la préparation d'élections démocratiques ainsi que pour beaucoup d'autres activités.



Je vous encourage vivement à continuer d'approfondir vos liens avec les autres membres de la famille des Nations Unies de façon à ce que nous puissions vraiment être « unis dans l'action ». Je compte également sur vous pour poursuivre votre collaboration avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires tels que les institutions financières internationales. Notre monde affronte de sérieux défis et notre Organisation se doit de montrer son meilleur visage si nous voulons aider les personnes que nous sommes destinés à servir.»

Ban Ki-moon

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Discours de la cérémonie d'ouverture officielle du Siège de l'UNOPS
Copenhague, 25 mai 2009

Table des matières

Présentation de l'UNOPS	1
Rapport des activités en 2008	2
Les contributions de l'UNOPS	2
Nos activités	4
Éducation.....	5
Riposte d'urgence et secours humanitaires	7
Environnement	9
Égalité des sexes	11
Gouvernance	13
Santé	15
Justice, sécurité et ordre public.....	17
Développement économique local	19
Travaux publics.....	22
Perspectives financières de l'année 2008.....	23

Une version complète du rapport annuel 2008 est disponible sur le site:
www.unops.org/annual-report-2008-EB-FR

Présentation de l'UNOPS

La mission de l'UNOPS consiste à accroître la capacité du système des Nations Unies et de ses partenaires à réaliser des opérations en matière de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement nécessaires aux personnes dans le besoin. Opérant dans certains des milieux les plus difficiles de la planète, son optique est de toujours satisfaire ses partenaires grâce à des services de gestion qui remplissent des normes de qualité, de promptitude et de coût-efficacité de niveau international.



Le PNUD a chargé l'UNOPS, en collaboration avec la Police nationale d'Haïti et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, d'aider à la réhabilitation des postes de police

Créé en 1995 en tant qu'organisation indépendante, autonome financièrement au sein du système des Nations Unies, l'UNOPS apporte son expertise en gestion des projets, en passation des marchés, en ressources humaines et en gestion des fonds. En aidant les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les gouvernements et les organisations non gouvernementales, l'UNOPS apporte des contributions significatives et concrètes aux résultats opérationnels sur le terrain.

Par exemple, au cours de l'année 2008, l'UNOPS a prêté son aide à ses partenaires pour la construction d'écoles, de routes, de ponts, de cliniques, d'hôpitaux, de prisons et de postes de police. L'UNOPS a également soutenu ses partenaires dans le domaine de la formation destinée aux enseignants, aux journalistes, aux travailleurs sanitaires et aux fonctionnaires gouvernementaux, et a coordonné les efforts d'éducation du public en matière d'élections et de préparation en prévision de catastrophes. Pour le compte de ses partenaires, il a aussi procuré des biens dont l'éventail allait de véhicules à des fournitures médicales. Enfin, il s'est employé à gérer des fonds et à administrer des milliers de microfinancements.

En 2008, les effectifs de l'UNOPS comprenaient presque 6.000 employés et l'organisation créa pour le compte de ses partenaires des dizaines de milliers d'opportunités d'emploi supplémentaires au sein des communautés locales. De son siège à Copenhague, au Danemark, et grâce à son réseau de cinq bureaux régionaux et de plus de 20 centres d'opérations et de projets, l'UNOPS dirige les activités menées à bien dans plus de 60 pays.

Par ailleurs, l'UNOPS se concentre sur la responsabilité en matière de résultats et de bonne utilisation des ressources. Il respecte la prise en charge par les pays ainsi que leur capacité tout en œuvrant à l'harmonisation des efforts au sein de l'ONU et au-delà.

Rapport des activités en 2008

En 2008, des progrès furent accomplis concernant des initiatives telles que l'assainissement financier, l'amélioration des contrôles, le renforcement de la confiance auprès des clients et l'investissement dans le personnel. Des étapes importantes furent marquées par un audit « sans réserve » concernant la précédente biennie, et des accords de partenariat

Présentation de l'UNOPS

conséquents avec l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et l'Union européenne, mais également par la fusion partielle avec le Bureau des services d'achat interorganisations (IAPSO) du PNUD.



Le projet « Afghanistan Conservation Corps » est géré par l'UNOPS en collaboration avec le gouvernement afghan

Pendant l'année 2008, l'UNOPS a exécuté des projets pour un montant de 1,06 milliard de dollars et ses dépenses de gestion se sont élevées à 61,9 millions de dollars. Avec un montant légèrement supérieur à 1,5 milliard de dollars, la valeur des nouveaux contrats obtenus par l'UNOPS se trouve à un niveau jamais atteint auparavant, ce qui illustre la confiance croissante des clients en la capacité de l'organisation à contribuer de manière efficace à leurs objectifs et résultats.

Le Programme des Nations Unies pour le développement fut le partenaire le plus important de l'UNOPS puisqu'il s'avéra responsable de 47,5 % de toutes les dépenses d'exécution ; le Département

des opérations de maintien de la paix (DOMP), avec une part de 14,9 %, vint en deuxième position ; d'autres clients d'importance furent l'UNICEF et la Banque mondiale.

La prestation de services aux gouvernements s'est accrue, représentant 20,6 % des dépenses d'exécution. Ce pourcentage comprend des financements apportés par la Banque mondiale, l'Union européenne, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria (FMSTM), et directement par des gouvernements. Les principaux gouvernements clients et partenaires furent ceux de l'Afghanistan, de l'Inde, du Pérou et du Sri Lanka.

Les principaux secteurs furent la prévention et le règlement des conflits, la paix et la sécurité (23 %), la santé (18 %), l'administration publique et la société civile (13 %), l'aide humanitaire (11,4 %), la protection de l'environnement en général (10,6 %), et le transport et l'entreposage (9,9 %). Le renforcement de la paix après les conflits (12,1 %), les transports routiers (8,6 %), l'administration publique (8,5 %), le déminage terrestre (7,9 %), les services médicaux (7,8 %), et l'assistance et les services de secours matériel (7,6 %) constituèrent les principaux secteurs subsidiaires.

Les contributions de l'UNOPS

Le rôle de l'UNOPS en qualité de prestataire de services signifie que les priorités et les besoins des partenaires et clients déterminent l'ampleur, la focalisation et les lieux où opère l'organisation. Entité phare du système des Nations Unies pour les grands projets d'infrastructure dans le cadre de la consolidation de la paix, l'UNOPS a géré en 2008 une quantité importante de travaux de construction en Iraq, au Soudan et en République démocratique du Congo. En outre, il a également entrepris des efforts considérables en Indonésie et au Sri Lanka,

Présentation de l'UNOPS

où des activités de reconstruction de longue haleine se sont poursuivies à la suite du tsunami de 2004.

En tout, l'UNOPS a dirigé la construction ou réfection de 186 écoles, 19 cliniques, 15 hôpitaux, 31 postes de police, 20 prisons ou centres de détention, et 14 bâtiments de l'administration publique. De même, il a construit ou remis en état 1.318 kilomètres de routes goudronnées et non goudronnées, plus de 100 ponts et 3.205 kilomètres de drainage routier. En 2007, l'UNOPS avait dirigé la construction ou réfection de plus de 200 écoles, 9 prisons ou centres de détention, 27 bâtiments de l'administration publique, 1.361 kilomètres de routes et 60 ponts.

Par ailleurs, l'UNOPS a aidé des clients à former plus de 2.000 enseignants et instructeurs, 28.000 personnels de la santé ainsi que plusieurs milliers de fonctionnaires. Plus de 45.000 personnes ont été formées aux plans d'urgence en cas de catastrophes. En Iraq, il a appuyé les activités d'éducation civique à l'attention de plus de 200.000 personnes et apporté son aide pour la formation de plus de 20.000 observateurs électoraux indépendants.

L'UNOPS a effectué des achats pour d'autres membres de la famille des Nations Unies, des institutions financières internationales et des administrations publiques nationales, achats qui

comprenaient des articles aussi divers que des ouvrages scolaires ou des véhicules. A la demande du gouvernement péruvien, l'UNOPS a procédé, d'une part, à la distribution de 600.000 livres afin de lutter contre l'analphabétisme et, d'autre part, à la livraison d'ambulances pour faciliter l'accès aux services médicaux. Dans l'ensemble, l'organisation fut chargée de procurer à ses clients des biens sanitaires d'une valeur supérieure à 170 millions de dollars, en comparaison des 90 millions de dollars fournis en 2007 pour le même type d'articles. Dans le domaine de l'éducation, les achats s'élevèrent à plus de 9,5 millions de dollars, par comparaison avec les 34,5 millions de dollars pour l'année 2007.

Dans le secteur de l'environnement, l'UNOPS a exécuté en 2008 plusieurs programmes de grande ampleur concernant la biodiversité et les eaux internationales, et assuré des services de gestion administrative pour plus de 3.000 projets dotés d'un microfinancement, produisant des résultats dans plus de 100 pays – des niveaux similaires à ceux atteints en 2007.

Enfin, dans le domaine de la sécurité, l'UNOPS a appuyé le Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM) à travers son soutien et son assistance directs aux dix missions de l'ONU pour le maintien de la paix ainsi qu'au travers de ses conseils techniques offerts à quatre d'entre elles.



En 2008, l'UNOPS a construit ou remis en état 1.318 kilomètres de routes goudronnées et non goudronnées, y compris celles situées en République démocratique du Congo et faisant partie du Programme de stabilisation mis en œuvre par le PNUD

Nos activités



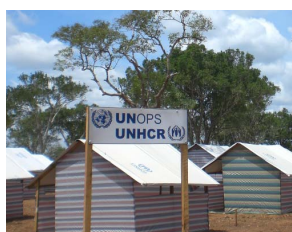
Gouvernance



Éducation



Santé



Riposte
d'urgence
et secours
humanitaires



Justice, sécurité
et ordre public



Environnement



Développement
économique
local



Égalité des
sexes



Travaux publics

Éducation

L'UNOPS a aidé des gouvernements et d'autres partenaires à se rapprocher de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement, principalement au profit de l'enseignement primaire par la construction d'écoles, la formation d'enseignants et l'achat de matériel éducatif.

L'UNOPS a géré la construction et la réfection de 186 écoles, dont 88 ont été construites en Indonésie à Aceh et dans l'île de Nais, dans le cadre d'un programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) visant à reconstruire l'infrastructure de l'enseignement après le tsunami de 2004. Au Myanmar, 46 écoles primaires ou jardins d'enfants ont été construits. La plupart de ces travaux étaient demandés par le PNUD et les gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède et du Royaume-Uni.

En République démocratique du Congo, l'UNOPS a dirigé la construction et la réhabilitation de 20 écoles primaires financées par la Banque mondiale et, au Soudan, il a géré la construction de 13 écoles et d'un établissement d'enseignement pédagogique pour le gouvernement, avec un financement de l'Agency for International Development des États-Unis d'Amérique (USAID). À Sri Lanka, 11 écoles ont été construites ou réhabilitées au nom de l'UNICEF et, au Pérou, deux écoles secondaires ont été réhabilitées pour le gouvernement.

L'UNOPS a aidé des clients à améliorer des installations existantes, fabriquer des clôtures, concevoir des agrandissements de bâtiments scolaires et gérer la construction d'installations concernant l'eau et l'assainissement destinées à des écoles. Au Sri Lanka, par exemple, il a aidé le

Programme alimentaire mondial (PAM) à construire 18 cuisines scolaires et l'UNICEF à installer 23 systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement.



L'UNOPS a construit 88 écoles en Indonésie pour le compte de l'Unicef en 2008 et ce, comme part d'un programme de reconstruction des infrastructures destinées à l'enseignement, à la suite du tsunami de 2004

L'UNOPS a aidé des clients à former plus de 2 000 enseignants et instructeurs. Au Myanmar, 1 737 éducateurs ont appris des techniques d'enseignement professionnel dans le cadre du Programme communautaire dans les districts reculé tandis qu'en Iraq, 171 décideurs de ministères ont appris à concevoir des programmes d'enseignement professionnel technique.

Les achats destinés à l'éducation se sont élevés à 9,5 millions de dollars. Pour l'UNICEF, l'UNOPS s'est chargé de faire imprimer et distribuer 18 millions de livres pour des écoles primaires malgaches tandis qu'au Pérou, à la demande du gouvernement, 600 000 livres ont été distribués pour lutter contre l'analphabétisme. En Argentine, environ 5,1 millions de dollars ont été dépensés au nom du PNUD et de la Banque mondiale pour l'achat de biens et services destinés à l'éducation, notamment des ordinateurs, du matériel multimédia et du mobilier, principalement pour l'enseignement secondaire.

Éducation



La réhabilitation d'écoles au Nord-Kivu et Sud-Kivu a offert des opportunités d'enseignement à quelque 20.000 étudiants

Construction d'écoles en République démocratique du Congo

Les conflits armés, la pauvreté et les catastrophes naturelles ont affaibli l'enseignement dans les provinces du Nord et du Sud Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo. Face à cela, la Banque mondiale a fourni au Bureau congolais de coordination centrale des fonds provenant de son programme multisectoriel pour des travaux urgents de réhabilitation et de reconstruction.

Le résultat a été la construction de 18 écoles et la réhabilitation de deux autres et, ainsi, la possibilité d'étudier pour environ 20 000 élèves vivant dans les zones touchées par la guerre. L'UNOPS, qui est actif en République démocratique du Congo depuis 1995, a mis en oeuvre le projet.

Des ingénieurs de l'UNOPS ont appliqué des normes de construction parasismique à la conception des structures pour réduire le plus possible les risques encourus par les élèves dans les régions sujettes aux tremblements de terre. Les bâtiments ont été meublés de 3 690 pupitres, 4 000 sièges, 200 bureaux pour les enseignants et 200 rayonnages et étagères, tous fabriqués dans des ateliers locaux avec des matériaux de l'endroit.

Riposte d'urgence et secours humanitaires

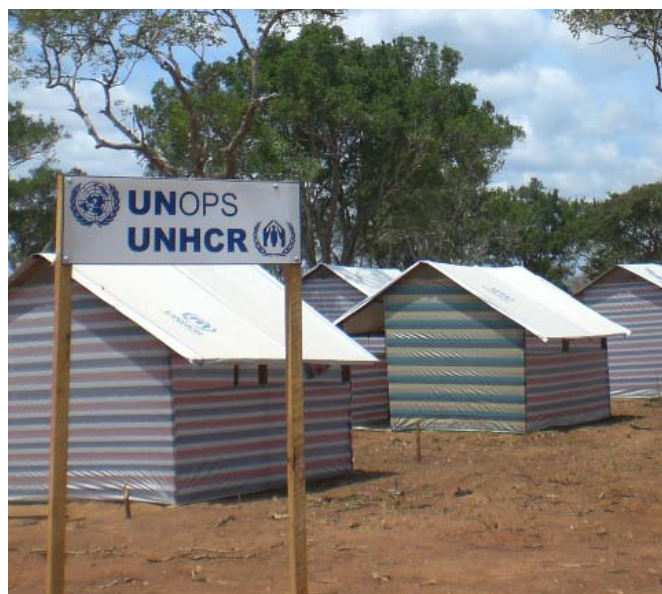
L'UNOPS offre des services humanitaires d'appui aux secours d'urgence et au relèvement à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits. En 2008, il l'a fait pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF, l'Union européenne et des gouvernements. (Il convient de signaler que de nombreux projets liés à la reconstruction qui a suivi le tsunami de 2004 dans l'Océan indien sont décrits dans d'autres parties du présent rapport).

En qualité de partenaire d'exécution du PNUD, l'UNOPS a aidé ses clients à limiter les risques et à préparer les collectivités et les pouvoirs publics aux catastrophes, en fournissant une formation aux plans d'urgence à plus de 45 000 personnes – vivant en majorité au Bangladesh – dans le cadre du Programme global de gestion des catastrophes. Au Népal, il a recruté 58 employés pour le bureau régional nouvellement ouvert du Programme de réduction du risque sismique et le Programme de gestion des catastrophes pour l'Asie du Sud, au nom du PNUD et du gouvernement japonais. En Afghanistan, il a contribué à créer un fonds d'affectation d'urgence qui donne au gouvernement des moyens accrus de se préparer aux catastrophes naturelles ou environnementales et d'y réagir.

L'UNOPS a apporté son assistance pour la prestation de services d'urgence et la fourniture de nourriture. À Sri Lanka, il a surveillé la construction d'entrepôts pour le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la plate-forme d'éclatement logistique pour le PAM. Au nom du HCR, il a fourni des assemblages d'abri d'urgence à plus de 4 000 familles, principalement dans le Nord du pays où les combats ont accru le nombre des personnes

déplacées dans leur propre pays. Il a aussi aidé le HCR à fournir des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement à quelque 12 700 personnes déplacées dans leur propre pays qui sont accueillies par des familles non desservies par de tels réseaux.

Le Centre des opérations du PNUD en Suisse a fourni des services d'administration et de gestion au HCR et au Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD, en appuyant les opérations mondiales de ces organismes. Parmi les programmes appuyés par l'UNOPS, on peut citer le Programme mondial de détection du risque qui accroît les moyens dont disposent les décideurs pour évaluer les risques et y réagir, et qui est mis en oeuvre avec la coopération, notamment, des sociétés internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.



Pour le compte de l'UNHCR, l'UNOPS a fourni des assemblages d'abri à plus de 4.000 familles, notamment au nord du Sri Lanka

Riposte d'urgence et secours humanitaires

Gestion globale des catastrophes au Bangladesh

Le Bangladesh, dont le territoire est proche du niveau de la mer et densément peuplé, est l'un des pays du monde les plus exposés aux catastrophes, et il est menacé par des inondations et des cyclones dévastateurs qui apportent la mort, les maladies et d'immenses pertes économiques.

En 2003, le ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes a lancé un Programme multidonateurs de gestion des catastrophes en partenariat avec le ministère britannique du développement international, le PNUD et, ultérieurement, la Commission européenne. L'UNOPS participe à ce programme en tant que partenaire de réalisation.

Le programme renforce le système de gestion des catastrophes du Bangladesh en aidant ce pays à réduire les risques inacceptables et à améliorer les activités de relèvement. Il appuie des réformes des principes d'action et de la planification, en privilégiant non plus tant la riposte aux catastrophes que la réduction du risque.

Depuis le début des opérations de terrain en 2006, le Programme multidonateurs de gestion des catastrophes a dirigé des centaines d'évaluations du risque encouru par les collectivités locales et de plans de réduction du risque, dans l'intérêt de 20 millions de personnes. Il a lancé 10 projets de recherche conçus pour analyser les effets du changement

climatique et il a établi des bases de données pour faciliter l'accès à l'information concernant le risque et les prévisions associés à l'érosion des berges de cours d'eau, aux tremblements de terre, aux tsunamis et ondes de tempête et aux inondations.

Le Programme a procédé à de nombreux exercices de mobilisation et campagnes dans les médias et a fourni une formation à plus de 30 000 membres de comités de gestion des conséquences des catastrophes au service de 70 millions de personnes. En outre, 10 000 fonctionnaires sont formés chaque année aux éléments pertinents de la gestion des impacts des catastrophes.



Un groupe d'évaluation des risques au niveau communautaire se réunit au Bangladesh dans le cadre du Programme global de gestion des catastrophes

Environnement

Les questions environnementales dépassant nécessairement les frontières, nécessitent une action internationale coordonnée. Parce qu'il travaille notamment pour le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et les gouvernements, l'UNOPS appuie des projets qui inversent la tendance à la dégradation de l'environnement, sensibilisent le public et améliorent la gestion des ressources. Ce faisant, il sert l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, qui est d'assurer un environnement durable.

Au nom du FEM et du PNUD, l'UNOPS a facilité la coopération internationale pour empêcher la dégradation des eaux internationales et inverser la tendance actuelle à ce sujet. Parmi les projets concernant les eaux internationales qu'il appuie, on trouve 21 projets de grande envergure concernant divers systèmes hydrographiques comme le Dniepr, la mer Caspienne, le lac Tchad, le lac Tanganyika,

la mer Jaune, les grands écosystèmes de la mer des Caraïbes et du courant de Benguela, et les ressources phréatiques du Bassin du Limpopo. Le plus grand des projets, d'une valeur de 120 millions de dollars, concerne le Bassin du Nil.

L'UNOPS a servi d'agent d'exécution pour le Programme de microfinancement financé par le PNUD et le FEM, qui s'attaque à des questions liées à l'environnement dans le monde entier tout en se souciant des besoins des populations locales et encourage une réforme des institutions et des orientations dans les pays où il est mis en oeuvre. L'UNOPS a fourni des services de gestion administrative et financière pour plus de 3 000 projets dotés d'un microfinancement dans plus de 100 pays. Les dons ont financé des initiatives écologiques locales et 2 050 d'entre eux ont été consacrés à la conservation de la diversité, 570 aux effets du changement climatique et 150 à la protection des eaux internationales.



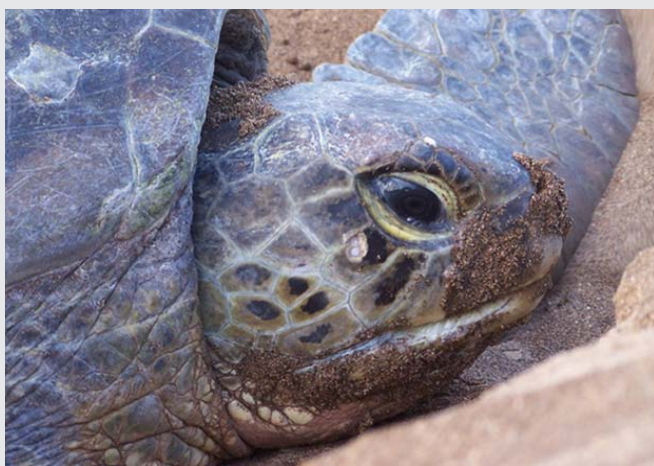
Pour le compte du FEM et du PNUD, l'UNOPS facilite la coopération internationale dans le but d'éviter et d'inverser la dégradation de l'environnement affectant les eaux internationales, telles celles de la rivière Dniro

Environnement

Protéger les écosystèmes de l'océan indien occidental

L'océan indien occidental a une faune et une flore diversifiées, comprenant des tortues marines et des requins menacés. Les écosystèmes côtiers et océaniques servent à faire vivre des collectivités locales : leurs pêcheries leur procurent nourriture et revenus durables, et les mangroves contribuent à contenir les inondations, empêcher l'érosion des côtes et purifier l'eau. Les beautés naturelles du littoral attirent des touristes du monde entier.

Les dommages dus à l'urbanisation, au commerce et à l'industrie, à l'agriculture, à la pêche commerciale et à d'autres activités socio-économiques sont très inquiétants. La pollution nuit à la santé humaine et à la qualité de l'eau. Le développement côtier rapide détruit les mangroves, les verdières et les récifs coralliens et réduit les stocks halieutiques et la biodiversité.



La zone de nidification des tortues marines menacées d'extinction à Mohéli, aux Comores, est protégée dans le cadre du projet afférent



L'écotourisme se développe au Parc maritime de Toliara, à Madagascar

Pour préserver la beauté naturelle, ainsi que les biens et services liés à ces ressources côtières et marines, il faut procéder avec soin et dans la coordination. Malheureusement, des impératifs économiques contradictoires, les frontières qui limitent la gouvernance et parfois l'insuffisance de capacité des pouvoirs publics compliquent la situation.

Face à ces problèmes complexes, le PNUD a lancé en juillet 2004 le projet concernant l'océan indien occidental et les activités terrestres, qui est financé conjointement par le FEM, le gouvernement norvégien, le PNUE, et des gouvernements participants de la région : Afrique du Sud, Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles et Tanzanie. Mis en oeuvre par le PNUE et exécuté par le Secrétariat de la Convention de Nairobi et l'UNOPS, ce projet aide les institutions et les gouvernements participants à développer leurs capacités et leurs cadres réglementaires en vue d'une bonne gestion des écosystèmes.

Égalité des sexes

L'engagement de la communauté internationale en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est consacré par l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. Comme les clients de l'UNOPS intègrent souvent la démarginalisation des femmes à leurs travaux, les projets dont les objectifs ou des éléments concernent celle-ci se retrouvent tout au long du présent rapport.

L'UNOPS a aidé ses clients à organiser une formation professionnelle destinée aux femmes, dont 3 800 y ont pris part. Au Myanmar, plus de 2.900 femmes se sont ainsi perfectionnées à l'occasion d'une formation organisée par l'UNOPS au nom du PNUD et financée par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suède. À la demande de l'UNESCO, l'UNOPS a aidé, dans la région arabe, des formatrices locales à apprendre comment défendre les droits de la personne humaine.

L'UNOPS a contribué à fournir un appui à des femmes pour qu'elles puissent subvenir à leurs besoins dans les campagnes et aussi dans les villes en administrant des projets de microcrédit à leur intention en El Salvador, au Guatemala, en Iraq et au Sénégal.

Depuis 2004, l'UNOPS a fourni une assistance pour un projet, financé par l'USAID, de réhabilitation et de reconstruction du bâtiment qui abrite le foyer des étudiantes à l'Université de Kaboul, à titre d'appui au gouvernement afghan et à l'UNESCO. Une fois les principaux travaux de rénovation achevés, il lui a été demandé de participer à la gestion du dortoir dans le cadre d'un contrat qui a été prorogé jusqu'à la fin de l'année 2008, au cours de laquelle le nombre des étudiantes y logeant a atteint 756, soit une légère progression par rapport à leur nombre précédant légèrement supérieur à 600.



Au Myanmar, plus de 2.900 femmes ont développé leurs compétences en matière de formation grâce à des programmes coordonnés par l'UNOPS pour le compte du PNUD et financés par les gouvernements australien, néo-zélandais, suédois et britannique.

Égalité des sexes



Des microfinancements mis en place à Sédhiou, au Sénégal, furent destinés à des jardins communautaires que des villageoises cultivent en vue de produire des cultures marchandes

Les microfinancements font toute la différence pour les Sénégalaises

Dans le département de Sédhiou, dans la fertile Casamance, près de la frontière méridionale avec la Guinée-Bissau, des microfinancements accordés par l'Italie aident les femmes à vivre mieux.

En 2006, la Cooperazione Italiana allo Sviluppo, qui dépend du ministère italien des affaires étrangères et est chargée des questions de développement, ainsi que le ministère sénégalais de l'agriculture, des eaux rurales et de la sécurité alimentaire, ont uni leurs forces pour créer le Fonds de développement local dans le département de Sédhiou. Le gouvernement sénégalais a demandé à l'UNOPS d'administrer le fonds et d'assurer le contrôle de la qualité.

Avec un apport du gouvernement italien de quelque 3 millions de dollars, le Fonds, sur trois ans, a pour objet de combattre la pauvreté en améliorant la production et la commercialisation agricoles, en

encourageant l'utilisation durable des ressources naturelles, et en développant l'accès aux services de base en matière notamment d'éducation, d'eau et de soins de santé.

Répondre aux besoins des femmes a représenté un objectif essentiel. Dans plusieurs communautés, le Fonds a construit et équipé des centres polyvalents pour former des artisanes et développer la conscience sociale des femmes. Depuis le printemps de 2008, des microfinancements ont servi à clôturer et irriguer des jardins collectifs permettant aux villageoises d'y faire pousser des cultures de rapport. Les jardins maraîchers regroupent en général chacun 150 femmes, dont chacune se voit attribuer des plates-bandes où elle peut cultiver des carottes, des haricots, des laitues, des oignons et des choux dont le produit améliore le revenu familial.

Gouvernance

Travaillant pour les gouvernements, les organismes des Nations Unies et des mécanismes de financement tels que le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement, l'UNOPS a appuyé des projets de gouvernance en construisant des bâtiments publics, en achetant des biens, en formant des fonctionnaires et en menant des activités liées aux recensements et aux élections.

Travaillant pour les gouvernements, les organismes des Nations Unies et des mécanismes de financement tels que le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement, l'UNOPS a appuyé des projets de gouvernance en construisant des bâtiments publics, en achetant des biens, en formant des fonctionnaires et en menant des activités liées aux recensements et aux élections.

L'UNOPS a contribué à former plus de 1 500 fonctionnaires dans divers domaines : logistique, administration publique, gestion, dépenses publiques et obligation de rendre compte, et lutte contre la corruption.

L'UNOPS a acheté des biens d'une valeur dépassant 3,8 millions de dollars pour l'administration publique. En Haïti, il a fait obtenir 28 véhicules au ministère de la planification et de la coopération extérieure et, au Libéria, 17 véhicules au ministère des finances pour ses activités de terrain. En Argentine, l'UNOPS a acheté du matériel informatique pour le Conseil national de la recherche scientifique et technique et le ministère de l'intérieur.



Un palais de justice récemment construit dans la région de La Libertad, au Pérou, et achevé en 2008

Gouvernance

Élections en Iraq

En janvier 2009, les Iraquiens ont voté lors d'élections provinciales qui ont été caractérisées par un nombre d'électeurs inscrits plus élevé que pour les élections précédentes, un taux de participation électorale de 51 % et des bulletins nuls peu nombreux. Tout au long de 2008, l'UNOPS a soutenu la transition démocratique en appuyant la Haute Commission électorale indépendante.

Le Fonds d'affectation pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement lui a demandé de mettre en oeuvre la Campagne d'éducation civique en vue des élections avec le soutien de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq. La campagne a fait mieux connaître le processus électoral, ce qui était essentiel dans un pays qui rénove ses institutions politiques après des années de conflit violent.



Cours d'éducation civique dispensé par une ONG locale dans le gouvernorat de Thi-Qar, au sud de l'Iraq

En 2008, la Campagne a apporté un appui financier et technique à 75 organismes irakiens de la société civile et à des activités de base en matière d'éducation civique des électeurs qui ont bénéficié à plus de 200.000 Iraquiens de tout le pays, particulièrement des femmes, des membres de minorités, des

personnes handicapées, des personnes votant pour la première fois et des personnes déplacées dans leur propre pays.



Cours d'éducation civique destiné aux femmes du gouvernorat de Thi-Qar

Jusqu'au jour des élections, la Campagne a organisé 100 réunions à l'intention des « chefs d'opinion » partout dans le pays, en y faisant participer des entités politiques ainsi que des chefs tribaux ou religieux, des fonctionnaires locaux et des universitaires, de même que des dirigeants d'associations de jeunes ou de femmes, pour qu'ils informent leurs communautés au sujet de l'importance des élections.

Parallèlement à cette campagne d'éducation civique des électeurs, l'UNOPS a continué d'appuyer le développement institutionnel de la Haute Commission électorale indépendante, il a établi pour le siège de celle-ci et ses 19 antennes dans les gouvernorats un réseau de communications s'étendant à tout le pays, et il a apporté son assistance aux groupes d'observation électorale irakiens, qui ont formé et mobilisé plus de 45 000 observateurs avant le jour des élections.

Santé

Parmi les clients de l'UNOPS dans le secteur de la santé en 2008 ont figuré le PNUD, le FNUAP, des gouvernements, et le « Three Diseases Fund » (Fonds contre les trois maladies) qui est un consortium de donateurs.

À l'appui des objectifs 4 (réduction de la mortalité infantile) et 5 (amélioration de la santé maternelle) du Millénaire pour le développement, l'UNOPS a dirigé la réfection de 24 services de maternité, dont 21 dans de grands hôpitaux irakiens à la demande du FNUAP, deux en Haïti à la demande de l'UNICEF et un au Libéria, avec un financement du gouvernement japonais. Dix unités de soins pour les pathologies néo-natales ont fait l'objet de plans et d'études en Inde dans le cadre de l'initiative de partenariat entre ce pays et la Norvège, que l'UNOPS soutient.

Dans le secteur de la santé, l'UNOPS a acheté et fourni des médicaments essentiels d'une valeur de plus de 28 millions de dollars. Il a fourni des médicaments, des ensembles diagnostiques et des biens d'une valeur dépassant 71,5 millions de dollars pour des programmes de santé en Inde, avec des financements provenant de la Banque mondiale, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que de l'Inde et du Royaume-Uni. Il a fourni au gouvernement indien 30 millions de trousse diagnostiques concernant le VIH, l'hépatite C virale et l'hépatite en général, et plus de 12 millions d'autres pour détecter le paludisme. Il s'est aussi procuré plus de 140 millions de doses de médicaments contre le VIH/sida, 26 millions de doses de vaccin contre la tuberculose et 159 millions de doses d'autres médicaments essentiels.

En tout, l'UNOPS a acheté pour ses clients 360 ambulances et véhicules médicalisés, dont 85 pour le Pérou, 25 pour l'Argentine et les 250 restants pour l'Inde, dans le cadre du programme du secteur de santé.



L'UNOPS a fourni en 2008 85 ambulances et véhicules médicaux au gouvernement péruvien

L'UNOPS a dirigé la construction ou la réhabilitation de 19 dispensaires et de 15 hôpitaux. Au Myanmar, à la demande du PNUD et avec un financement aussi de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède, neuf dispensaires, desservant 2 655 ménages, ont été construits, et quatre ont été réhabilités, au profit de 719 autres. Au Sri Lanka, cinq hôpitaux ont été construits ou réhabilités, quatre pour l'UNICEF et un pour le FNUAP.

L'UNOPS a contribué à organiser la formation de plus de 28 000 agents de santé de part le monde. Au Myanmar, des milliers de ces agents ont appris à gérer la tuberculose et à lutter contre le paludisme, et plus de 140 techniciens de laboratoire ont été formés à la microscopie des crachats. En Iraq, huit représentants du ministère de la santé ont été formés aux soins de santé d'urgence et des ateliers de traumatologie ont eu lieu à l'intention de 42 travailleurs sociaux et membres des professions de santé. En Inde, 83 gestionnaires spécialisés dans la pédiatrie ont été formés dans le cadre de l'initiative de partenariat entre ce pays et la Norvège.

Santé

Three Diseases Fund au Myanmar

Le Three Diseases Fund regroupe des ressources d'un montant dépassant la centaine de millions de dollars, utilisables sur cinq ans. Il a été créé en octobre 2006 par six donateurs – Australie, Commission européenne, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède – pour contribuer à réduire les souffrances humaines provoquées par la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida au Myanmar. L'UNOPS gère le fonds au nom du consortium de donateurs et en accord avec le ministère de la santé.

En à peine plus de deux ans, le Fonds a décaissé 42 millions de dollars au profit de 23 partenaires d'exécution, ce qui fait de ses contributions les plus élevées pour la lutte contre ces trois maladies au Myanmar. Il a réussi à desservir largement le territoire, jusque dans les zones reculées par l'intermédiaire de divers organismes indépendants dont des organisations non gouvernementales (ONG) et leurs partenaires locaux, ainsi que cinq organismes des Nations Unies : l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ONUSIDA et le FNUAP ont reçu des dons pour appuyer la lutte générale contre les maladies menée par le Ministère de la santé, tandis que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation internationale des migrations ont obtenu des fonds pour des projets précis.

Le Myanmar compte selon les estimations 240 000 cas de VIH, dont 75 000 nécessitent un traitement antirétroviral. En 2008, le Fonds a contribué à fournir un traitement à environ 6 600 malades – 40 % de la population séropositive traitée par des antirétroviraux. Le Fonds a permis que des médicaments de première intention contre la tuberculose soient distribués dans le pays à l'ensemble des 325 communes, en plus d'appuyer

la prévention, les soins et le traitement du VIH et du sida dans 143 communes hautement prioritaires. Dans 134 de ces communes, il a participé à la prévention du paludisme, ainsi qu'aux soins et au traitement, y compris en finançant l'achat d'environ 80 000 moustiquaires imprégnées durablement et le traitement à l'insecticide de 400 000 autres.



En 2008, le « Three Diseases Fund » a financé l'achat de quelque 80.000 moustiquaires imprégnées d'insecticides de longue durée

Justice, sécurité et ordre public

L'UNOPS a appuyé les efforts de justice et de réconciliation de gouvernements et d'entités internationales, y compris la Division des opérations de la paix, l'Union européenne, le PNUD et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il a participé à la conception, la construction et la réhabilitation d'infrastructure à ce sujet, ainsi qu'à la formation et l'édification de capacités.



Grâce au financement apporté par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'UNOPS a construit la prison de haute sécurité au sein du complexe pénitentiaire de Pol-e Charki pour le compte de la Direction centrale des prisons

L'UNOPS a dirigé la construction ou la réhabilitation de 20 prisons ou centres de détention, 31 postes de police et deux tribunaux. Au Kosovo, avec un financement du gouvernement italien, 17 cellules conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme ont été construites dans des postes de police. En Afghanistan, à la demande de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le

crime, l'UNOPS a dirigé la construction d'un centre de détention pour femmes. Des postes de police ont été remis en état – 14 en Haïti, 11 au Guatemala et deux au Soudan – tous pour le compte du PNUD. Quatre postes de police ont été construits au Libéria pour le HCR.

L'UNOPS a aidé l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à former plus de 1 100 fonctionnaires aux principes de la justice transitionnelle. En Iraq, 54 hauts fonctionnaires ont assisté à des ateliers où ils ont examiné et modifié les principes de cette justice. Au Soudan, en Jordanie et au Cap-Vert, 50 représentants de l'administration publique ont étudié des stratégies contre la corruption. Pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'UNOPS a organisé des sessions de formation notamment sur la traite des personnes, la lutte contre la corruption, la lutte contre le terrorisme et la drogue, et la prévention de la criminalité.

L'UNOPS a aidé ses partenaires, dont le PNUD et l'Union Européenne, à recruter plus de 30 experts internationaux de la justice, de la sécurité et de l'ordre public. Ces experts ont été envoyés au Bangladesh, en Côte d'Ivoire, en Iraq et dans d'autres pays.

Au nom du PNUD et avec un financement de l'Union européenne, l'UNOPS a épaulé deux centres irakiens qui ont assisté plus de 600 victimes de torture. Au Kosovo, il a aidé la Mission des Nations Unies dans ce pays à recevoir des litiges relatifs à des biens immeubles et à en régler près de 19 000 et il a participé à la formation de 10 juges.

Justice, sécurité et ordre public

L'UNOPS a aidé le Service de la lutte antimines et le PNUD à s'attaquer aux problèmes posés par les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, notamment par le recrutement, les achats, la sous-traitance à des organismes privés ou nationaux, un appui technique et opérationnel, et des services financiers et juridiques.

L'UNOPS a appuyé des activités du Service de la lutte antimines qui ont aidé directement 10 missions

de maintien de la paix de l'ONU et apporté des conseils à quatre autres. En Afghanistan, ce Service a éliminé plus de 81 000 mines antipersonnel et, en République démocratique du Congo, en tout 18 000 hectares de terres ont été rendus aux collectivités pour qu'elles puissent les exploiter normalement. En Érythrée et en Éthiopie, l'on a déminé des routes sur plus de 3 800 kilomètres ou vérifié qu'elles n'étaient pas minées et l'on a ouvert 7 020 kilomètres de route au Soudan.

Création d'une police palestinienne remplissant son objectif

Le Bureau de coordination de l'Union européenne pour le soutien de la police palestinienne apporte son assistance à la création d'une police palestinienne agissant dans la transparence, redevable de ses actes et faisant effectivement son travail. Les diverses composantes du plan de réforme de cette police sont financées par différents gouvernements, en Europe et en dehors.

L'UNOPS aide le Bureau de coordination dans diverses tâches : planification stratégique, étude du projet et conseils pour sa gestion, administration de la construction, conception technique et conseils en matière de conception, achats internationaux, administration des fonds et services de décaissement en espèces.

L'UNOPS participe à sept grands projets et 27 activités d'achat pour développer les capacités de la Police palestinienne, qui compte 6 000 agents. Il s'agit de construire et réaménager le centre de formation de la police à Jéricho, financé par un consortium de donateurs, et de construire la nouvelle prison de cette ville, avec un financement des Pays-Bas.

L'UNOPS construit actuellement trois tours de radiocommunications en Cisjordanie, avec des fonds du Canada et de la Commission européenne, et améliore le parc de véhicules de la Police civile palestinienne, avec des financements de la Norvège, des Pays-Bas et de la Commission européenne,

L'UNOPS a participé à la constitution d'un fonds de formation qui permettra d'organiser plus d'une cinquantaine de cours concernant les enquêtes pénales, l'administration de la circulation, l'apprentissage de l'italien par les policiers chargés du tourisme, et la protection de la famille.



Le groupe de maintien de l'ordre de la police civile palestinienne effectue un exercice lors d'une cérémonie de transfert à Ramallah.

Justice, sécurité et ordre public

Centre de lutte antimines à Chypre

À la suite du cessez-le-feu de fait pendant le conflit des années 1970 à Chypre, une zone tampon a été établie sur environ 3 % du territoire de l'île entre les régions qui sont occupées par les parties au conflit. Celles-ci ont établi des champs de mines défensifs à l'intérieur et à l'extérieur de cette zone.

Après une évaluation du SLAM, les gouvernements canadien et slovène ainsi que l'Union européenne ont financé la création du Centre chypriote de lutte antimines. Ce projet, lancé en 2004 pour déminer la zone tampon, est un modèle de coordination entre organisations : il est mis en oeuvre par le PNUD et exécuté par l'UNOPS, sous la direction technique du SLAM et avec l'appui de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

À la fin de 2008, plus de 10 000 mines avaient été retirées de 53 champs de mines et 6 500 hectares de terre avaient été entièrement déminés. À la suite de cette opération, une zone qui avait séparé les deux camps pendant plus de 45 ans a été rouverte au public.

En éliminant les obstacles matériels séparant les deux camps – mesure de confiance qui encourage des initiatives bicommunautaires – le projet a favorisé non seulement la situation humanitaire et le développement dans l'île mais aussi une sortie de l'impasse politique.



À la fin 2008, 53 champs comptant plus de 10.000 mines terrestres avaient été déminés grâce au travail accompli par le Centre chypriote de lutte antimines

Le programme a reçu d'autres financements, d'un montant total de cinq millions d'euros, du gouvernement chypriote et de l'Union européenne pour des activités au cours de la période 2009-2010 qui visent à déminer le reste de la zone tampon avant la fin de 2010.

Développement économique local

En appuyant l'environnement, l'infrastructure, les services et les compétences nécessaires au développement, la plupart des projets financés par l'UNOPS contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer le niveau de vie, favorisant par là l'élimination de l'extrême pauvreté qui est le premier objectif du Millénaire pour le développement.

En 2008, l'UNOPS a aidé des clients à développer des compétences et à créer des emplois locaux, principalement dans le domaine de la construction et de l'entretien des routes. Des projets au Sri Lanka ont créé 318 000 journées de travail dans le secteur de la construction, et en Iraq plus de 40 000 journées de travail pour la remise en état de l'infrastructure sociale et économique, notamment des parcs, des jardins et des écoles. En Afghanistan et en Somalie, des projets de construction ont aussi mis l'accent sur la création d'emplois locaux et le développement des compétences.

L'UNOPS a aidé ses clients à améliorer les moyens d'existence des agriculteurs en zone rurale. Au Burkina Faso, l'UNOPS a dirigé la formation de 250 agriculteurs pour le compte du PNUD et du gouvernement italien et, au Kenya, il a appuyé la formation de producteurs de café pour le Fonds commun pour les produits de base. En République démocratique du Congo, la formation et la distribution de semences, d'arbres et de petit bétail a aidé 1 740 familles.

Pour appuyer des clients, l'UNOPS a développé la formation d'une part de petites et moyennes

entreprises, et d'autre part de petites et micro entreprises. En Iraq, 60 membres locaux d'ONG et d'organismes privés ont appris comment enseigner la gestion des affaires sur le terrain au cours de sessions de formation organisées par l'UNOPS au nom du Fonds d'affectation pour l'Iraq. L'UNOPS a géré des systèmes de microcrédit et participé à plus de 60 activités de cartographie et relevés économiques locaux ou les a organisés.



Les projets de construction de routes au Sri Lanka ont généré de l'emploi et développé des compétences au niveau local

L'UNOPS a fourni au Fonds de développement agricole (FIDA) des services d'administration de fonds, concernant notamment la planification et la négociation de projets, le suivi et la présentation de rapports, l'approbation et l'examen de décaissements, la direction de la mise en oeuvre de projets, la formation de personnel de projet à l'administration des fonds, et la fourniture de conseils techniques et de recommandations aux organes nationaux d'exécution.

Développement économique local



Les activités relatives à la production de l'huile de palme ont changé la vie de plus de 2.000 familles au Pérou dans le cadre des projets de développement alternatif mis en place par l'UNODC/UNOPS

Des vies changées au Pérou

Avec le concours du gouvernement, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'UNOPS ont étudié les aspects socio-économiques de la culture illicite de la coca. Ils se sont aperçu que la plupart des cultivateurs de coca étaient prêts à produire d'autres cultures, elles licites et respectueuses de l'environnement, mais qu'ils ne pouvaient pas en vivre car ils n'avaient pas les moyens de les transformer et vivaient trop isolés et loin des grands marchés, pour pouvoir les commercialiser.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'UNOPS ont lancé une production d'huile de palme à Neshuya, à 100 kilomètres au Nord-Est

d'Aguaytia, dans le centre du Pérou, qui a abouti à la construction d'une usine de traitement exploitée par une coopérative du nom de Oleaginosas Amazonica S.A. Cette usine respecte l'environnement en utilisant les résidus de la palme comme combustible et traite 12 tonnes de fruits à l'heure.

Les agriculteurs qui ont renoncé à cultiver la coca au profit des palmiers ont décuplé leur revenu. La transformation des fruits du palmier que permettent ces projets de développement de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'UNOPS a transformé la vie de plus de 2 000 familles et de nombreux autres agriculteurs sont candidats pour adhérer aux coopératives.

Travaux publics

En 2008, l'UNOPS a surveillé la construction et la réfection de 1 318 kilomètres de routes, pavées ou non, et de 3 205 kilomètres de drainages d'accotements. La plus grande partie de ces travaux ont été effectués en République démocratique du Congo avec l'appui de la Commission européenne et de pays dont la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Au Pérou, en coopération avec le PNUD pour le ministère du logement, l'UNOPS a surveillé la construction de routes dans le cadre du programme « La calle de mi barrio », dans lequel la construction de routes et d'autres infrastructures peu coûteuses sert à améliorer la qualité de vie de quartiers pauvres. À Sri Lanka, 110 kilomètres de nouvelles routes pavées ont rapproché les collectivités des services de base et des marchés. L'UNOPS a surveillé d'importants travaux de construction de routes en Afghanistan et au Soudan.

Dans l'ensemble du monde, l'UNOPS a surveillé la construction ou la réfection de 105 ponts, la plupart au Myanmar, pour le compte du PNUD, avec un financement de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède.

Au niveau mondial, l'UNOPS a réhabilité 56 réseaux d'adduction d'eau, depuis de vastes systèmes urbains jusqu'à des canalisations rurales. En Iraq, 185 000 personnes peuvent mieux se procurer de l'eau de meilleure qualité depuis que neuf projets ont conduit à l'installation de canalisations raccordées à leurs logements. L'alimentation en eau de quelque 2 millions d'Iraqiens dans le quartier de Russafa, à Bagdad, est devenue plus fiable avec l'installation d'une nouvelle unité à l'usine de traitement des eaux de Sharq Dijla, pour le compte de l'UNICEF. Au Pérou, l'UNOPS a dirigé la construction d'une usine de traitement des eaux desservant 15 000

personnes, tandis qu'au Myanmar, un grand nombre de petites interventions, y compris le forage de 195 puits, ont fourni de l'eau pure à 71 200 personnes.

L'UNOPS a aidé des populations locales à développer leurs capacités de construire et entretenir l'infrastructure. En Afghanistan, plus de 500 personnes ont appris à construire des routes financées par la Banque mondiale. En Iraq, pour le compte du PNUD et de l'UNICEF, l'UNOPS a enseigné à une cinquantaine de personnes à concevoir, gérer et entretenir des réseaux d'alimentation électrique et d'adduction d'eau.



Le programme d'aménagement « la calle de mi barrio » au Pérou améliore la qualité de vie des quartiers à bas revenus

Perspectives financières de l'année 2008

	(U.S. \$'000s)
Recettes totales	72 164
Dépenses administratives totales	-60 669
Excédent des recettes sur les dépenses	11 495
Moins provisions et abandon de créances	-6 483
Contributions aux réserves de fonctionnement	5 012
Réserves de fonctionnement au début de la période	25 067
Réserves de fonctionnement à la fin de la période	30 079



UNOPS HQ
P.O Box 2695
2100 Copenhagen
Denmark

Tel: +45 3546 7520
Fax: +45 3546 7501
info@unops.org
www.unops.org

